

## LES ANNEES 80 : LA PHASE D'EXPANSION DU NEO-LIBERALISME

par Jean-Luc Cipièrre

A partir du modèle anglais qui constitue une expérience pionnière, le paradigme néo-libéral va déferler sur le reste de la planète durant la décennie 80.

Rappelons tout d'abord, les traits majeurs du modèle anglais qui fait référence en la matière.

- 1) brider l'émission de monnaie
- 2) élever les taux d'intérêt
- 3) réduire drastiquement les impôts sur les revenus les plus hauts
- 4) abolir les contrôles sur les flux financiers
- 5) élever fortement le taux de chômage
- 6) écraser les grèves et mettre en place une législation anti-syndicale
- 7) pratiquer des coupes sombres dans les dépenses sociales
- 8) Privatiser, privatiser, privatiser...

### La variante nord-américaine

Reagan accède au pouvoir en 1981. La politique que son gouvernement va mettre en œuvre a des points communs avec celle de Margaret Thatcher. Ronald Reagan réduit les impôts des plus riches, écrase violemment la grève des contrôleurs aériens et élève de façon substantielle les taux de base en 1981, puis de nouveau en 1982. Cette brusque accélération va provoquer l'entrée de la plupart des pays en développement dans la «spirale infernale de la dette».

Sur un point au moins sa politique est fondamentalement différente. Celle de la discipline budgétaire. Pour entraîner l'URSS dans une compétition qui a pour objet de provoquer sa chute, Reagan va pratiquer un véritable «keynésianisme» militaire, se lançant dans une course à l'armement sans précédent qui provoquera un déficit public sans commune mesure avec ceux connus sous les autres présidents.

### Pendant ce temps là en Europe...

En Europe du Nord, les gouvernements de droite mettent en œuvre le programme néo-libéral, même si ils le font avec plus de retenue. EN 1982, Helmut Kohl et sa coalition (CDU-CSU) battent Helmut Schmidt. En 1983, au Danemark, pays symbole du modèle scandinave de l'état-providence, une coalition de droite prend le pouvoir sous la direction de Poul Schlüter.

Progressivement tous les pays de l'Europe du Nord à l'exception de la Suède et de l'Autriche opèrent un virage à droite qui permet de réunir les conditions politiques nécessaires à l'application des recettes néo-libérales pour sortir de la crise économique.

La deuxième guerre froide se durcit en 1978 suite à l'intervention en Afghanistan et à la décision étatsunienne d'installer des Pershing de deuxième génération en Europe occidentale. L'école néo-libérale ayant toujours intégré comme élément central un anticommunisme des plus virulents s'en trouve consolidée.

En Europe du Sud, dans les pays où ont régné les Salazar, les Franco et autres colonels grecs des gouvernements de gauche arrivent au pouvoir.

Mitterrand en France, Felipe Gonzalès en Espagne, Bettino Craxi en Italie, Mario Soares au Portugal et Andreas Papandreou en Grèce.

S'appuyant sur les forces populaires et s'opposant aux orientations des gouvernements Thatcher, Reagan et Kohl, Mitterrand et Papandreou, tout au moins, vont s'efforcer de réaliser une politique de plein emploi, de redistribution et de protection sociale.

En France, ce gouvernement s'essoufle dès 1982 et, sous la contrainte des «marchés financiers internationaux» il change radicalement d'orientation en 1983. A la fin des années 80 le niveau de chômage est plus élevé en France que dans l'Angleterre conservatrice. Ce que Margaret Thatcher se plaît à souligner.

En Espagne, le PSOE n'a jamais cherché à mettre en œuvre une politique keynésienne ou redistributive. Le monétarisme est aux commandes. Lié au capital financier et favorable aux privatisations le gouvernement de Felipe Gonzales reste serein par rapport au chômage qui atteindra 20% à la fin des années 80 !

### La vague néo-libérale va déferler au sud

C'est la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) qui, sous la «direction» du Trésor américain qui vont être les vecteurs de cette idéologie sur la plus grande partie de la planète.

Comment ?

En fabriquant le consensus de Washington

Le consensus de Washington est une expression qui fut employée pour la première fois en 1989 par l'économiste John Williamson pour désigner ses dix recommandations à l'usage des états désireux de réformer leurs économies. Ce qui en fit un «produit» irrésistible fut la décision de la BM et du FMI de subordonner leurs prêts à l'adoption de politiques inspirées du dit consensus.

Le consensus de Washington met fin au découplage entre économie du développement et économie orthodoxe.

Par quoi se caractérise ces politiques ?

Par le **développement de l'exportation** (pour assurer le service de la dette) en se spécialisant selon «ses avantages comparatifs». Si l'afflux de devises est une conséquence des vertus du libre-échange, la spécialisation concernant généralement les matières agricoles, la chute des cours de ces matières et la destruction des agricultures vivrières en sont deux autres !

Par **des mesures monétaires et budgétaires**

- dévaluation (44% au Brésil en 1999) pour «booster» les exportations. L'effet sur les factures d'importation et sur le poids de la dette (libellée en US\$) est immédiat.
- mise en place de taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux étrangers. L'effet sur le ralentissement de l'activité interne est garanti.
- réduction des déficits budgétaires : c'est les budgets «sociaux» qui trinquent !
- suppression des subventions sur les produits de première nécessité : c'est les plus pauvres qui morflent (émeutes de la faim).

Par **des mesures structurelles**

- privatisations des appareils industriels et financiers (licenciements liés aux restructurations) ;
- réformes relatives à l'accès à la terre (privatisations) ;
- le démantèlement tarifaire , c'est le b.a.ba du libre échange (avec son corollaire transfert sur la TVA)

La lecture que Jean-Marie Harribey (économiste, membre du conseil scientifique d'attac) fait de ce fameux consensus permet d'en caractériser les liens étroits avec le dogme néo-libéral. Pour JM Harribey ( ), ce consensus repose 3 séries de principes.

### 1) Des principes monétaristes

- Trop d'émission de monnaie est rendue responsable de l'inflation et du déficit extérieur par suite d'un niveau de demande jugé excessif.
- L'économie est régulée par les ajustements de prix.
- Le chômage est «naturel» et on ne peut arbitrer entre lui et l'inflation sur le long terme.
- Les prêts du FMI ne sont pas accordés au regard des difficultés d'un pays mais sont conditionnés par le respect e normes d'équilibre : J Stiglitz dit «le FMI s'est rallié à la position pré-keynésienne de l'austérité budgétaire en cas de crise». L'Argentine est emblématique de l'échec de l'austérité et de la dollarisation de la monnaie.

### 2) La croyance aux anticipations rationnelles

- Dans leur ensemble, les individus disposent de toute l'information nécessaire pour prendre des décisions rationnelles en toutes circonstances. S'i il y a des fluctuations, elles sont dues à une information imparfaite.

- Les variations de prix permettent un réajustement spontané et immédiat du marché.

- Les politiques sont toujours inefficaces dans l'hypothèse de la rationalité !

### Les Institutions de Bretton Woods

Issues de la conférence qui s'est tenue en juillet 1944 à Bretton Woods (New Hampshire), ces deux institutions comptent aujourd'hui 182 pays membres.

#### Groupe Banque Mondiale

Sous le vocable Banque Mondiale, il y a en fait un groupe d'organisations avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) à l'origine. Ensuite sont venues la Société Financière Internationale (SFI) en 1950, puis l'Association Internationale pour le Développement (AID) en 1960 et, enfin l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI) en 1988.

Pour faire simple, la mission de la BM consistait à lutter contre la pauvreté. Chacun jugera de sa réussite !

#### Concernant le Fonds Monétaire International

deux missions lui ont été confiées à sa création :

- 1) Veiller à ce que chaque état signataire des accords de Bretton Woods respecte l'obligation qu'il avait contractée d'assurer la convertibilité de sa devise et d'en défendre la parité (exprimée en or ou en dollar américain) dans des marges de fluctuation de 1%.
- 2) Accorder des financements court terme aux états membres pour pallier aux déficits temporaires de leur balance des paiements.

En 1971, Richard Nixon met fin à la convertibilité. Deux ans plus tard, c'est le flottement généralisé des monnaies. La première mission du FMI n'a plus de raison d'être !

Quelques informations supplémentaires

Le patron du FMI est toujours un européen. Actuellement, il s'agit de Horst Köhler. Celui de la BM est toujours un américain. Actuellement, il s'agit de James Wolfensohn.

Les droits de tirage détenus par USA au sein des ces institutions sont de 17,87%. La majorité qualifiée requise sur les grandes décisions est de 85%. Le Trésor américain détient donc un droit de veto qu'il n'a jamais manqué d'utiliser. Les membres de la zone euro détiennent quand à eux 22,66% des voix. Néanmoins, ils ne se sont jamais opposés aux Etats-Unis

Le FMI emploie 2 700 personnes, la BM 8 000. avec des budgets de fonctionnement respectifs de 600 millions et de 1 milliard de USD.

### 3) La foi en la libéralisation... mais sélective

- Abaissement de toutes les barrières douanières pour tous les produits que cherchent à exporter les pays développés mais réticences pour supprimer les subventions à leur agriculture exportatrice (plus de 350 milliards de USD par an) ou pour laisser entrer les produits textiles pour lesquels bcp de pays en développement ont des avantages comparatifs.

- Libéralisation des marchés financiers. processus exigé pour les PVD dans des délais bcp + courts que ceux que s'étaient accordés les PD

Le FMI conseille vivement aux pays dont les entreprises privées empruntent aux banques internationales à des taux élevés d'augmenter leurs réserves d'autant en les plaçant en bons du Trésor américain à un taux bien + faible. Quand il accorde un crédit dans le but de maintenir le taux de change à un niveau élevé, c'est pour permettre aux investisseurs étrangers et aux riches nationaux de faire sortir avantageusement leurs capitaux.

- Privatisations pour renforcer les monopoles privés avec la complicité des gouvernements locaux et étrangers. Ainsi, la privatisation du téléphone en Côte d'Ivoire s'est faite de telle sorte que France Telecom s'adjuge le monopole du réseau fixe et du réseau mobile et pratique ensuite une hausse considérable des tarifs.

La conclusion commune à ces trois séries de principe est qu'il faut réduire l'Etat au maximum, c'est à dire au minimum.

**Les idées de la société du Mont pèlerin ont pleinement triomphé dans les pays de l'OCDE durant la décennie 80.**

**Cette hégémonie a-t-elle permis au néo-libéralisme de tenir ses promesses ?**

1) **La priorité du néo-libéralisme était de contenir l'inflation** des années 70. Sur ce terrain son succès a été effectif. Entre les années 70 et 80, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, ce taux est passé de 8,8% à 5,2% et cette tendance baissière s'est confirmée durant les années 90.

2) s'appuyant sur cette tendance à la baisse, **le néo-libéralisme prétendait relancer les profits**. Ici aussi, la réussite est réelle. Le taux de profit, dans les pays de l'OCDE, avait diminué de 4,2% dans les années 70 ; il a augmenté de 4,7% dans les années 80. En Europe de moins 5,4 à + 5,3%. L'une des principales raisons de cette évolution réside dans la défaite du mouvement syndical (stagnation et/ou baisse des salaires).

3) Cette situation du mouvement syndical est, en grande partie, le résultat de la troisième victoire du néo-libéralisme : cad la **hausse du taux de chômage** conçu comme un mécanisme naturel et nécessaire pour le fon-

ctionnement efficient de toute économie de marché.

4) Enfin, **les inégalités entre les revenus**, une autre visée du néo-libéralisme se sont approfondies.

Sur ces registres, le néo-libéralisme a triomphé. Mais toutes ces mesures avaient été conçues pour atteindre un objectif historique ; celui de la relance des économies capitalistes développées à l'échelle internationale basée sur une restauration des taux de croissance stables tels qu'ils existaient avant la crise des années 70.

Sur ce terrain, l'échec est manifeste. Entre les années 70 et 80 et, a fortiori au début des années 90 aucun changement significatif du taux de croissance ne survient.

### **Pourquoi ce résultat paradoxal ?**

Pendant les années 80, l'investissement effectif net dans le domaine des biens d'équipement productifs a fort peu augmenté ; Il a même reculé si on le compare à celui des années 70. Dans les pays capitalistes avancés, il a ainsi évolué :

- 5,5% dans les années 60

- 3,6% dans les années 70

- 2,9% au cours des années 80

Pourquoi la récupération des taux de profit n'a-t-elle pas conduit à une relance de l'investissement ?

D'une part à cause de **la déréglementation des marchés financiers** : les investissements financiers, dits spéculatifs, sont plus rentables que les investissements productifs. C'est l'explosion des opérations sur les marchés des changes pendant les années 80 qui renforce l'aspect rentier et parasitaire du capitalisme durant cette décennie.

D'autre part (et c'est un échec pour le néo-libéralisme) **le poids financier de l'Etat-providence n'a pas diminué malgré toutes les mesures prises pour juguler les dépenses sociales**. Leur participation au PIB est restée stable et a même légèrement augmenté durant les années 80 dans les pays de l'OCDE. Ceci pour deux raisons de fond :

- la croissance des dépenses sociales liées au chômage ;  
- l'augmentation de la part des retraités dans la population.

**C'est ce qui fait des programmes de sécurité sociale la cible des néo-libéraux dans les années 90 !**

Enfin, il faut constater que lorsque le capitalisme entre dans une nouvelle et profonde récession en 1991, l'endettement public de presque tous les pays occidentaux atteint des niveaux records y compris en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ; d'autant plus que l'endettement des familles et des entreprises y atteint un niveau sans précédent depuis la seconde guerre mondiale !

Dans ces conditions, on pouvait attendre une forte réaction contre ce néo-libéralisme dès le début des années 90. Or, il va connaître un «second souffle» au moins en Europe et surtout en Grande-Bretagne. John Major succède à M. Thatcher en 1992 et en Suède, la social-démocratie qui avait résisté à l'assaut néo-libéral dans les années 80 est battue par la droite en 1991 tandis qu'en 1993, les socialistes français rammassent une râclée et qu'en 1994, S. Berlusconi arrive au pouvoir à la tête d'une coalition qui inclut des néo-fasciste. En Allemagne Kohl est reconduit et en Espagne le PP de José Maria Aznar va battre le PSOE.

Un des facteurs explicatifs essentiels de ce second souffle est fourni par la chute, entre 1989 et 1991 du communisme en Europe de l'Est.

L'impact de cette chute est d'autant plus forte qu'elle est interprétée comme la victoire non pas d'un quelconque capitalisme mais bien de celui politiquement dirigé au cours des années 80 par Thatcher et Reagan.

Dans la foulée, les nouveaux architectes des économies «post-communistes» à l'Est tels que le vice-premier ministre polonais Leszek Balcerowicz, le ministre des finances, puis premier ministre russe Egor Gaïdar ou Vaclav Klaus en Tchéquie - sont des disciples fermes et convaincus de V. Hayek et de Friedmann. Ces dirigeants préconiseront et réaliseront des privatisations bien plus amples et rapides que celles mises en œuvre dans les pays occidentaux. L'inégalité va exploser et se traduire par une paupérisation accélérée des populations. Vaclav Klaus a même attaqué publiquement Alan Greenspan l'accusant d'une faiblesse lamentable en matière de politique monétaire !

Pour finir, le paradigme néo-libéral devient commun à la gauche et à la droite. Même la politique des gouvernements conduits par d'ex-communistes (comme en Pologne en 1993, en Hongrie et en Lituanie en 1994) ne se distingue pas vraiment de celle de leurs adversaires néo-libéraux. Déflation, démantèlement des services publics, privatisations, développement d'un secteur capitaliste lié aux mafias et polarisation sociale sont devenus le lot commun.

H2

Il faudra attendre le 1er janvier 1994 avec le soulèvement de l'EZLN au Chiapas pour qu'un véritable mouvement de remise en cause du néo-libéralisme émerge. Mais ça, c'est une autre histoire. Pour le moins, c'est une histoire à laquelle nous participons.

Trois leçons essentielles me paraissent devoir être tirées de cette hégémonie du néo-libéralisme.

1) Ne pas craindre d'être contre le courant politique dominant à une certaine époque. V. Hayek, Friedmann et consort l'ont été.

2) Ne pas transiger avec les idées, ne pas accepter d'édulcorer les principes. Les théories néo-libérales furent iconoclastes en leur temps !

Lorsque Keith Dixon dit qu'il n'y a pas de subversion politique sans subversion des idées....

3) Enfin, n'accepter comme immuable aucune institution établie.

Dans les années 50 60, il aurait été impensable de pouvoir dire que le chômage et la redistribution des revenus des pauvres vers les riches étaient des évolutions qu'il convenait d'accepter au nom de la valeur positive que véhicule l'inégalité pour la dynamique d'une société.

Le paysage institutionnel est somme toute beaucoup plus malléable qu'il n'y paraît.

jlc